

## Éducation/Baisse du niveau dans le Supérieur

## " Les copies otchotcha, on n'en peut plus ... L'université n'est pas une poubelle ! "

Par Magloire AMBOURHOUE-BIGMANN\*

Libreville/Gabon

*Praticien de l'enseignement depuis plus de 35 ans, l'auteur de ces lignes pousse une fois encore un coup de gueule. Après Le tableau noir des grands enfants de la République (Odem, 2014) : un essai riche de données sur l'enseignement et de 400 extraits de copies, révélateurs du faible niveau de trop d'étudiants de nos établissements de l'Enseignement supérieur. Nouveau coup de gueule à l'entame du Bac, avec l'espoir de persuader compatriotes et gouvernants, qu'en matière éducative le pays joue avec le feu depuis des décennies.*

OR l'irréremédiable n'est pas loin, pour ne pas dire qu'il est là, point de vue partagé par de nombreux enseignants, confrontés qu'ils sont à des copies au contenu dénué de bons sens et se caractérisant avant tout par une totale absence de cohérence sur tous les plans... Des copies otchotcha. Terme emprunté à la langue Téké, exprimant un état de fait désagrégé, une attitude, un propos, difficiles à appréhender !

L'irréremédiable est bien là et il n'est pas loin en effet, le temps où personne ne saura plus « par quel bout commencer » pour assainir le système éducatif gabonais. Aussi parler de situation alarmante, s'agissant de l'enseignement au Gabon en 2018, tient davantage du mensonge à l'état brut, que de l'euphémisme. Car les indicateurs en tous les compartiments sont au rouge.

L'irréremédiable s'est annoncé avec les tours de passe-passe effectués depuis deux ou trois rentrées scolaires, en vue de caser la bonne vingtaine de milliers de nouveaux arrivants dans le secondaire. Ces tours de passe-passe devraient cesser d'être la pseudo-solution qu'ils ont toujours été. Et à trois bons mois de la rentrée 2018-2019, la capacité d'accueil des élèves doit être impérativement améliorée dans les classes du primaire et du secondaire des grandes villes.

Toutefois, il est déjà loisible de conclure que l'enseignement au Gabon, tel qu'il se présente à tous depuis plusieurs années, est « le plus grand ennemi de la connaissance » car il distille surtout « l'illusion de la connaissance », en soi bien plus nocive que l'ignorance. Propos que nous empruntons au physicien théoricien et cosmologiste britannique Stephen Hawking (1942-2018).

Calamiteuses, inappropriées et insuffisantes sont les termes les plus adéquats pour qualifier les structures, à tous les niveaux d'enseignement. Les deux derniers qualificatifs sont opérants lorsque certaines de ces structures se présentent sous un jour avenant.

Indigents, prêtant à rire, sont les mots venant à l'esprit de quiconque découvre les montants alloués au fonctionnement des établissements depuis plusieurs années. Les décideurs se targuent pourtant de consacrer 10% du budget national (au lieu des 15% exigés par l'Unesco) à l'éducation et la formation de ses jeunes. Il est à parier que la part essentielle de la formation, impliquant le pédagogique, est faible, voire négligeable. En comparaison des montants consacrés à la construction d'établissements trop souvent hors de prix et parfois aussi inadaptes.

Carences insurmontables du côté des apprenants tous niveaux d'enseignement confondus. Apprenants, ils le sont, car il n'est plus question de former des jeunes gens, mais plutôt de les faire ingurgiter un produit à vague contenu éducatif. Hors le cadre de travail dégradé, la culture de la triche permanente et jamais sévèrement sanctionnée, est la raison principale des carences déplorées. Cette culture de la triche est d'autant plus aisée que les structures concourent à l'asseoir (cas des salles et des

tables-bancs où élèves comme étudiants sont entassés).

Démotivation, parfois doublée d'incompétence, du côté des formateurs. Les conditions de travail expliquent les défaillances certes, mais celles relatives à la qualité de vie des enseignants ne sont pas à minimiser (salaires attendus en vain, difficultés pour se rendre au lieu de travail etc.). À ces dernières s'ajoutent les mots d'ordre reçus de décideurs tenant à bonifier les pourcentages de réussite aux examens durant leur passage dans les départements de l'Éducation nationale ou de l'Enseignement supérieur.

« Le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple ... »

« ...S'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain. » Les derniers mots de cette assertion du philosophe et homme d'État français Jules Simon (1814-1896). Ah, si elle demeurerait en permanence à l'esprit des décideurs politiques et des aspirants de tous bords à la condition d'hommes d'État ! Il apparaît de nos jours que des nations comme le Japon, la Corée, Singapour etc. l'ont mise en pratique, certainement même sans la connaître. Ladite assertion pourrait avoir aussi inspiré l'auteur de cet élément paru sur les réseaux sociaux, affirmant que la destruction d'un pays était possible sans recourir aux bombes et armes sophistiquées. Il « suffisait d'abaisser la qualité de l'éducation et de permettre la tricherie dans les examens par les étudiants. »

En cette fin d'année scolaire 2018, Mme Blandine Mithogho Toung, directrice d'Académie provinciale (DAP), fait un état des lieux – lors de la visite du nouveau ministre de l'Éducation nationale, Francis Nkea, nommée le 4 mai dernier. De fait, un parfait concentré des insuffisances et maux du système scolaire gabonais :

« Sur le plan structurel, le Woleu-Ntem compte encore des écoles-porcheries, ou des écoles qui n'ont d'écoles que le nom. L'école publique Aimé Césaire d'Abenelang à Oyem, l'école publique d'Akok et l'école catholique Saint-Jean d'Alep, à Minvoul, en sont de parfaites illustrations. [...] A Oyem, dans le canton Nye, les écoles, pourtant construites en matériaux durables, sont fermées à cause du réseau routier non praticable.

Sur le plan humain, la formation de beaucoup d'enseignants, recrutés sur le tas, reste à parfaire en ce qui concerne notamment le primaire.

Monsieur le ministre, point n'est besoin de vous rappeler que la situation économique que traverse notre pays réduit beaucoup d'administrations à la mendicité. Nous faisons partie de ces administrations-là. [...]

(F.B.E.M. 'Le ministre face aux réalités woleu-ntemoises', dans l'Union des 26 et 27 mai 2018, p.9)

Dans le même sens, avec l'interview de Michelle Ntsame Etoughe en page 16, dans l'Union du 23 mai 2018 – un échantillon des problèmes concrets rencontrés au quotidien par la majorité des chefs d'établissement.

« Parmi ceux-ci, il y a d'abord les retards qui concernent, aussi bien le personnel administratif, les enseignants, que les élèves. Ils sont dus, pour l'essentiel, à l'état piteux dans lequel se trouve la route qui mène au lycée. Beaucoup d'automobiles refusent de l'emprunter, au risque d'abîmer leurs véhicules. [...]

On a ensuite le problème d'insuffisance de salles de cours. Chaque année, les effectifs augmentent dans mon établissement et nous n'avons que douze salles disponibles. [...] Cette année, par exemple, nous avons été obligés de transformer la salle polyvalente en salle de cours, afin de pouvoir accueillir une partie des élèves de Seconde.

Nos deux laboratoires sont fermés, par manque de réactifs et autres matériels permettant son fonctionnement. Le plateau sportif et les sanitaires n'existent pas. L'inter-

nat, qui est censé accueillir les élèves des autres départements orientés chez nous, est fermé. Le courant et l'eau manquent. L'espace vert, très important, est mal entretenu, car nous n'avons qu'un seul jardinier. Enfin, il y a le problème de l'insécurité. (Murs escaladés par des inconnus, forêt environnante avec morsures de serpents etc.)

Disons-le tout net, partout dans le monde, le niveau baisse, la rigueur et le bel assemblage des esprits laissent grandement à désirer présentement, pas seulement chez les jeunes en âge d'étudier. Ces derniers n'ont plus grand-chose du bagage indispensable, raisonnablement attendu chez l'individu ayant fait toutes ou une partie de ses études secondaires ... Quand bien même l'essentiel de ce contenu indispensable n'est pas aisé à cerner de nos jours, particulièrement !

« Les jeunes aujourd'hui n'ont plus le sens de la langue, ne connaissent plus la syntaxe, s'égarent dans la loi de la concordance des temps, ils s'expriment par des exclamations, de vocatifs, des phrases tronquées du verbe principal ou du complément direct ». (Gérard Fillion, Journal 'Le Devoir' (Montréal), 1957).

Plus avant dans le temps, en 1689, cette observation d'un ancêtre à Gérard Filion, le Canadien-Français Nicolas Audry : « Il est ordinaire de trouver des rhétoriciens qui n'ont aucune connaissance des règles de la langue française, et qui en écrivant pêchent contre l'orthographe dans les points les plus essentiels ».

Empruntées à l'essayiste québécois Benoît Melançon, auteur de « Le niveau baisse ! » (2015, Éd. Del Busso, page 17), ces deux citations ne nous font pas oublier qu'il y a déjà vingt-cinq siècles le débat était de mise entre Socrate et Périclès, dans les Mémoires de Xénophon (livre 3, chapitre 5).

Partout également, depuis toujours, chaque génération estime que le niveau général de celle qui la suit s'est dégradé de manière notable et dommageable pour le pays. En fait de niveau général, il apparaît que c'est avant tout la capacité de l'apprenant à maîtriser la langue d'étude, qui est décelée en premier et pose problème. Problème qui rejoint la question de l'illettrisme.

« Tous les pays du monde – le Japon excepté ? (A la chaîne, chez Toyota, tous les ouvriers ont déjà le bac) – ont dû admettre, les uns après les autres, qu'ils avaient sur les bras une population d'illettrés. Combien exactement ? C'est difficile à savoir. Les estimations officielles en Europe tournent entre 4% et 5% de la population adulte.

Les États-Unis, qui abordent ces questions avec une rude franchise, admettent compter chaque année 1,5 million d'illettrés supplémentaires. En 1983, la Maison-Blanche estimait que 26 millions d'Américains étaient des « illettrés fonctionnels ». Et elle y ajoutait 46 millions d'illettrés « marginaux », incapables de répondre à une offre d'emploi, de rédiger correctement une adresse ou d'évaluer la monnaie qu'on doit leur rendre ... Ils ne sont pas tous noirs ou portoricains ... En majorité, ce sont des Blancs. »

(Le Nouvel Observateur, 24 août-4 septembre 1986, Gérard PETITJEAN "Nos enfants ne savent plus lire", p.47)

En France, les lacunes relevées il y a une trentaine d'années chez les élèves ne semblent pas avoir notablement disparu. Fait vérifiable à la page 46 de l'article de l'hebdomadaire cité en sus.

« Las ! Les premiers résultats du Bepc réinventé par Chevènement (ministre de l'Éducation nationale de 1984 à 1986) pour marquer symboliquement la fin de l'enseignement obligatoire ont porté un sacré coup au moral dans les collèges au printemps dernier (1985). 59% de réussite à peine. Et encore ... Tous ceux qui se sont penchés sur cet examen savent qu'il a fallu repêcher énormément d'élèves pour ne pas avoir à annoncer une véritable catastrophe. »

Il y a une bonne raison à cela, car suite à « une gigantesque enquête informatique, la première du genre, réalisée auprès de 16 000 élèves de 6ème et de 3ème [...] les collégiens dans leur majorité ne savent pas lire, ou lisent mal ... [...] »

« [...] En 1983 déjà, l'académie de Nice avait réalisé une enquête auprès de ses élèves de 6ème. Elle avait trouvé 22,5% d'élèves ne sachant pas lire, 45% d'enfants incapables d'exécuter une tâche concrète à partir d'une consigne écrite. Et 72% d'élèves incapables de comprendre le sens d'un mot à partir d'un contexte. »

En tous les cas, la question peut légitimement se poser de savoir si les bizarreries grammaticales relevées ci-dessus n'ont pas quelque peu contaminé une partie des collégiens et lycéens de l'époque ... Ceux-là même, présentement dans la vie active :

« Au-delà des aspects économique-politiques, la tenue linguistique et stylistique de la correspondance que le Medef (Mouvement des Entreprises de France) a adressée au gouvernement de la junte gabonaise, véhicule une image désastreuse de la nouvelle élite française. [...] Pour l'adresse du Premier ministre, le patron du Medef aurait dû écrire « 2 Décembre » ou « 2-Décembre », le plus important étant que le « d » de décembre soit en majuscule. C'est la règle des adresses avec dates commémoratives.

Au paragraphe 3, on peut relever une faute des plus curieuses dans la phrase « [...] Dans le but de rechercher une issue positive à la dette intérieure qui concernent plusieurs entreprises françaises ... ». Le verbe « concerner » est conjugué à la 3ème personne du pluriel, alors qu'il a pour sujet « la dette », un mot à la 3ème personne du singulier. La même remarque sur l'accord du verbe avec le sujet vaut pour l'extrait suivant, dans le paragraphe 4 : « Nous comprenons les difficultés économiques que rencontrent votre pays. »

Outre ces questions grammaticales, se posent des problèmes de construction et de lourdeur de style. Ainsi commence le paragraphe 5 : « Une procédure judiciaire va vraisemblablement s'engager et espérons que toute la transparence ... ». On se demande où est le sujet d'« espérons ». Plus haut, au paragraphe 3, le président du Medef indique « un principe très bénéfique dans le règlement des différends éventuels ». Il aurait été préférable d'écrire « d'éventuels différends ». [...]

La correspondance du Medef n'est pas sans rappeler le message de condoléances truffé de fautes, de la présidence de la République française, sous Nicolas Sarkozy, lors du décès de Danielle Mitterrand, fin 2011. L'hebdomadaire "L'Express" s'était plu à le publier en ligne. (« Échos du Nord » du vendredi 2 mars 2018, Yves MULONDZI. "Une image peu reluisante de la nouvelle élite française", p.7).

Au Gabon, personne ne serait en mesure d'invalider le propos de l'universitaire et écrivain Rudi Ndong qui affirmait dans une de ses chroniques littéraires ("À qui la faute") du quotidien l'Union du 20 septembre 2013 :

« L'horreur orthographique et grammaticale est partout. Les moyens de transport n'y échappent pas : taxis, trains, bateaux. Aucun espace publicitaire qui ne reçoive ces paroles, ces phrases, ces formules qui se veulent séduisantes, envoûtantes, mais qui finissent d'abord par donner au lecteur une idée du niveau navrant de grammaire des auteurs de ces monstruosité acceptées. Acceptées ? Oui, bien sûr. Mais par qui ? Par tout le monde perdu ! [...] Pourtant, l'heure ne cesse d'être grave. »

(A suivre...)

Maître-assistant au département des Lettres modernes, puis des Littératures africaines, à l'Université Omar Bongo (U.O.B.), depuis 1981